

# Le gouvernement Lévesque enterre le CAD

par Raymond GIROUX

Le glas a enfin sonné, hier, pour le célèbre CAD, le Centre d'analyse et de documentation dont la survie, après quatre mois de gouvernement péquiste, commençait à gruger lentement la crédibilité du nouveau pouvoir.

Mais si le premier ministre René Lévesque a annoncé la mort du CAD, au cours de sa conférence de presse, théoriquement hebdomadaire, il a du même souffle confié le mandat d'informer le gouvernement et d'assurer la sécurité de l'Etat à la direction générale de la sécurité publi-

que (DGSP) du ministère de la Justice.

Cette direction générale devra prendre toutes les mesures qui s'imposent pour poursuivre le travail de "renseignements" accompli par le CAD entre sa fondation, en 1971, et le transfert de sa juridiction dans ce domaine à la DGSP, en 1975.

Le premier ministre considère en effet que tout gouvernement normal doit savoir ce qui se trame autour de lui car, dans le contexte politique actuel, "il existe des agents provocateurs, cela saute aux yeux".

Mais M. Lévesque voit deux différences essentielles entre le CAD et la DGSP: le premier se trouvait dans une situation irrégulière, en relevant directement du Conseil exécutif. Le premier ministre n'a même pas pu trouver personne qui ait admis en avoir la responsabilité.

En second lieu, assure-t-il, toute décision au sujet d'une reprise éventuelle de la formule des fiches et des dossiers individuels sera rendue publique.

Le premier ministre a de plus affirmé, en réponse à une question d'un journa-

liste, qu'il ne s'effectue en ce moment, à sa connaissance, aucun travail de "renseignement" en dehors du cadre normal de travail des corps policiers.

Il reconnaît toutefois que la direction générale de la Sécurité publique et la Sécurité du Québec entretiennent des liens très étroits: le responsable de la direction, M. Paul Benoit, est même un ancien chef de la SQ.

## LE CAD

Créé dans la psychose qui a suivi la crise d'octobre, le CAD avait monté environ

30.000 dossiers personnels, qualifiés de "mémorandum" par le premier ministre.

Tous ces dossiers, y compris ceux qui concernent trois membres de l'Assemblée nationale, seront détruits devant témoins, à la suite de la décision du Conseil des ministres qui entérinait ainsi les propositions du comité spécial formé des ministres Claude Morin, des Affaires intergouvernementales, Robert Burns, de la Réforme parlementaire, et Marc-André Bédard, de la Justice.

Aucun des 30.000 "fichés"

ne sera cependant averti de sa présence dans les archives du CAD, et le gouvernement ne conservera pas de trace de ces dossiers. Rien n'est d'ailleurs sorti du CAD après le 15 novembre dernier, assure M. Lévesque.

Quant à l'équipement électronique ultra-sophistiqué que le "bunker" gouvernemental de la Grande-Allée aurait abrité pendant un certain temps, le premier ministre a renouvelé ses assurances qu'il ne pouvait servir à l'écoute électronique, mais seulement à l'enregistrement d'émissions de radio et de télévision.

Cet équipement, tout comme le personnel du CAD, sera affecté à des ministères intéressés, comme les Communications, par exemple. Les dossiers de coupures de presse seront également dispersés aux quatre vents, selon leur objet.

Mais l'intérêt réel du Centre d'analyse et de documentation, hormis son côté espionnage du style série noire, résidait dans son travail dit "d'analyse de situations".

A partir de faits recueillis de diverses façons, le CAD

pouvait échafauder des hypothèses dans une sorte de grand jeu savant: il a ainsi décortiqué, peut-être pour s'exercer, la grève des policiers de Montréal en 1969.

Le CAD a également suivi de très près le déroulement de la grève dans le secteur public et para-public, en 1972. Mais il n'avait constitué aucun dossier global sur les événements d'octobre 1970, a dit M. Lévesque: cela oblige donc le ministère de la Justice à reconstruire le "puzzle" au grand complet.

# Bonin, le "sous-ministre du référendum", se défend bien de faire le procès du Canada

par Micheline PARADIS

Conscient de mener un dossier fort percutant quand l'heure du référendum sera venue, le dernier-nommé des sous-ministres aux Affaires intergouvernementales, M. Bernard Bonin, se défend bien d'effectuer une étude partisane en évaluant comme le veut son mandat toutes les formes d'association économique entre le Québec et le Canada.

"Je fais, dit-il, une analyse prospective sur les pertes et les gains qu'encourent le Québec dans un contexte d'association économique avec le Canada."

Ce faisant, il se défend au même titre de dresser un bilan global du fédéralisme canadien. Je refuse de me "lancer là-dedans", a-t-il déclaré, bien qu'il convienne que les études sectorielles qui seront menées conduiront inévitablement à un bilan morcelé du fédéralisme. Il ajoute pourtant à sa défense "qu'il faut bien se servir de ce qui existe pour obtenir des études prospectives valables".

A peine rentré dans ses meubles, entre quatre murs dénués et "sa plante verte" le sous-ministre adjoint M. Bernard Bonin, a accepté d'accueillir quelques journa-

listes qui avaient demandé de connaître cet "illustre fonctionnaire", à qui le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, avait confié la délicate mission de mener le dossier technique de l'association économique.

## Les fonds publics à des fins partisanes?

On se souvient que la nomination de M. Bonin, économiste de carrière, a été lancée jeudi dernier à l'Assemblée nationale par M. René Lévesque qui avait confié une équipe de fonctionnaires travaillant déjà sur les types d'association économique avec le Canada et que M. Bonin dirigeait leurs travaux.

Il ajoutait à cette occasion qu'il ne se sentait aucunement gêné d'utiliser les fonds publics à financer pareille entreprise. "Je considère qu'étudier une option politique qui est discutée à travers le pays, dans tout le Québec et de l'étudier à même des dossiers qui ont été volontairement cachés ou tronqués par des gouvernements précédents comme par exemple les calculs sur la rentabilité du fédéralisme que le gouvernement a interrompus à partir des années 70, je considère que c'est non seulement légitime mais que

c'est la chose à faire pour éclairer la situation démocratiquement pour que les citoyens puissent choisir", avait alors déclaré le premier ministre.

## Une incursion à Ottawa

Cet homme de 40 ans, sous-ministre intérimaire à l'Immigration quelques jours plus tôt, est docteur en sciences économiques de l'Université de Paris. Diplômé des Hautes études commerciales où il a enseigné pendant 12 ans, il est reconnu comme un spécialiste de l'entreprise multinationale et des investissements étrangers. C'est d'ailleurs dans le cadre d'un séminaire à l'École nationale d'administration publique qu'il a rencontré pour la première fois M. Claude Morin, lui-même professeur titulaire de cette institution. Par ailleurs, il a effectué un court séjour au ministère fédéral des Finances, à la demande expresse d'André Raynauld aujourd'hui député libéral d'Outremont et de Al Johnson, actuel président de Radio-Canada. Il a quitté "parce que tout se passait en anglais en dépit des efforts de bilinguisme et qu'il était 25 pour 100 moins efficace en anglais qu'en français... Je ne travaille pas avec un tel handicap en partant, dit en riant M. Bonin "parce que je veux être sûr

d'avoir de chances de gagner..."

## Un vaste champ d'étude

M. Bonin est à la tête d'un comité-directeur composé de six personnes qui elles-mêmes chapeautent tout le travail de quelque trois douzaines de fonctionnaires au plus fort des travaux de recherche répartis dans divers ministères québécois. Il s'ajoutera des chercheurs reconnus et passera enfin des commandes à des universitaires quand le besoin s'en fera sentir.

Son champ d'étude est très vaste: tous les scénarios peuvent être envisagés par son groupe de travail, tant celui de l'union douanière, que ceux de la zone de libre échange ou du marché commun.

Il compte mener "l'inqui-

sion" un peu partout dans le monde là où des expériences d'association économique ont été tentées, avec succès ou pas. Ainsi, la délégation québécoise du Québec à Bruxelles pourrait être amenée à collaborer à son étude en évaluant l'impact du Marché commun sur les pays de la communauté européenne. Mais M. Bonin précise toutefois que la démarche européenne est à l'inverse de la nôtre. "Le Marché commun, ce sont des entités souveraines qui décident de s'associer, alors que dans le cas canadien on part d'une situation où tout est en commun..."

Le sous-ministre s'emploie à l'heure actuelle à déterminer l'ensemble des hypothèses à étudier et compte prochainement les soumettre

aux autorités politiques pour leur demander d'écarter les options qu'elles rejettent a priori.

Il avoue par ailleurs ne pas être astreint à un échéancier précis, mais signale au passage que voilà une affaire de plusieurs mois et non pas de quatre ans... parce que son patron, le ministre Claude Morin, estimerait ce délai sans doute un peu long!

Sans égard au partage constitutionnel des juridictions, M. Bonin estime qu'il sera forcément appelé à se pencher par exemple, sur le rôle des banques, de la monnaie, de l'immigration, de l'aménagement du territoire, des transports, de l'agriculture, des douanes, des communications, des richesses natu-

relles. Il espère, une fois son travail terminé, arriver à l'évaluation la plus précise possible, en autant que peuvent le permettre la recherche en sciences humaines. Cette analyse sera, sans doute, dans sa première version très technique. Mais cette démarche sera suivie d'un travail de vulgarisation propre à mettre à la disposition de la population toutes les données pertinentes à la discussion dans la phase pré-référendum. M. Claude Morin a d'ailleurs déjà évoqué cette possibilité quand il a

parlé de "préparer le référendum".

Pour le moment, M. Bernard Bonin estime qu'il a hérité d'un mandat dont rêve tout économiste une fois dans sa vie! Il semble, en tout cas, fort à l'aise dans sa peau de haut fonctionnaire puisqu'il a refusé jusqu'à maintenant toutes les propositions venant de tous les partis politiques qui voulaient en faire leur candidat. "Seul, dit-il, le Parti québécois ne l'a pas fait!"



Les caisses pop assureront un meilleur service aux automobilistes, selon le ministre Lucien Lessard.

## Les caisses pop auront les plaques d'immatriculation

Les plaques d'immatriculation des véhicules automobiles seront, l'an prochain, distribuées dans les caisses populaires "afin d'éviter le patronage". C'est ce qu'a confirmé, hier, en Chambre, le ministre des Transports, M. Lucien Lessard, en affirmant qu'il avait bel et bien rencontré le président du Mouvement Desjardins, M. Alfred Rou-

beau, pour discuter de la question.

Cette nouvelle façon de procéder non seulement éliminera le patronage mais assurera, selon le ministre, un meilleur service aux automobilistes.

Jusqu'à cette année, les automobilistes pouvaient se procurer leurs plaques mi-

néralogues dans différents dépôts du ministère ou, dans les régions éloignées des grands centres, chez des amis des partis politiques au pouvoir.

L'expédition des "licences" par la poste n'avait pas mis un terme à ces bureaux d'émissions privilégiés. Le ministre n'a pas précisé cependant le sort qui leur serait réservé.

**MAISON UNIFAMILIALE à vendre 843-0255**

**Haute Fourrure pour la femme raffinée**  
JeannedeHardy  
MAIL ST-ROCH, QUÉBEC  
461 est. rue Saint-Joseph 529-5756

**de trois-rivières à la basse côte nord...**  
Cuy Rouleau  
Opticien d'ordonnances  
Verres de contact  
Lunettes  
Lentilles  
699 est boul. Charest  
Coin DuPont Québec  
523-6998  
Paquet Inc.  
Centre Ville mail st-roch  
524-5721 Poste 305  
Trois-Rivières Havre St-Pierre  
Shelferville Gagnon

**Spéciaux du mois de mars TAPIS - PRELARTS - TUILES**

**TAPIS BOUCLE** choix de 6 couleurs \$450 v.c.  
**TAPIS MULTICOLORE** \$425 v.c.  
**PRELART** SANS CIRAGE 12' de largeur Reg. \$6,25 v.c. \$375 v.c.  
**TUILES** 12" x 12" PRECOLLEES 26¢ ch.  
**ESCOMPTE de 10%** sur tous nos **PRELARTS** Tels que: ARMSTRONG GAF - DOMCOR  
**NETTOYAGE DE TAPIS — INSTALLATION GARANTIE 1 AN**

**Marius FORTIN**  
Ouvert jeudi et vendredi soir, samedi jusqu'à 5h.  
**TUILES - TAPIS - CÉRAMIQUE - PRELARTS**  
5585, 1re Avenue - Charlesbourg - Bur.: 623-2478

SI VOUS LE DESIREZ, VOUS POUVEZ NOUS DONNER D'AVANCE VOTRE COMMANDE PAR TÉLÉPHONE ET NOUS LA PRÉPARERONS AVANT QUE VOUS VENIEZ LA CHÉRCHER

**BOEUF de QUALITÉ A-1**  
HAUT-RONDE.....2.68 STEAK DE RONDE.....2.08  
STEAK DÉLICATISÉ.....2.28 FILET MIGNON.....5.88  
**STEAK de FILET ou T-BONE.....2.58**  
STEAK DE FILET OU T-BONE, DÉOSSÉ...3.38  
STEAK BOSTON...3.38  
**ROSBIF FRANÇAIS DE 2 à 4 1/2 LB. 3.98**  
SPENCER DE PETITE CÔTE, JUSQU'À 6 LB. 3.88  
EN CURÉS.....2.13  
**BOEUF POUR BOURGUIGNON MORCEAU.....2.98**  
RÔTI DE BOEUF, PRESQUE DÉOSSÉ...1.28  
GIGOT EN VIANDE.....43 COU DE BOEUF.....48

**PORC FRAIS**  
STEAK FESSE.....2.39 FILET MIGNON.....3.09  
**CÔTELETTES LEVÉES.....2.19**  
**CHOPS DÉOSSÉES DE PORC.....2.94**  
**RÔTI DU WINDSOR FRAIS 2 A 8 LB 2.74**

**JAMBON COTTAGE FUMÉ...1.59**  
JAMBON COTTAGE CUIT...1.79  
**JAMBON FESSE BRAISÉE.....2.99**  
**JAMBON PRESQUE DÉOSSÉ**  
FRANÇ. DE FESSE FUMÉE...1.99 | DE 2 A 16 LB...1.49  
FRANÇ. DE FESSE CUIE...2.74 | DE 2 A 11 LB...2.24

**POULET 6 LB. 1.12 POULET 3 1/2 LB. 89**  
DEMI 3 LB 1.12 DEMI 1 3/4 LB 89  
**POULET BARBECUE 2 1/4 LB 1.69**  
DEMI 1 LB 2-ON 1.69  
**JEUNE DINDON DE 6 A 10 LB 1.09**  
DEMI DE 3 A 5 LB 1.09  
CANADA, CATÉGORIE "A", ÉVISCÉRÉS

**VEAU FRAIS**  
RÔTI DE FESSE DÉOSSÉE DE 2 A 5 LB.....4.22  
CHOPS DE VEAU PRESQUE DÉOSSÉES, DE CÔTE.....3.62  
VEAU DÉLICATISÉ.....4.97 STEAK FESSE VEAU.....4.97

**SAUCISSE FRAÎCHE...1.15**  
JAMBON CUIT HACHÉ, 10 ON...1.47  
SAUCISSON CÉLÉRI...1.15 SAUCISSON À L'AIL...1.15  
TOUTES NOS CHARCUTERIES SONT PRÉPARÉES CHEZ NOUS

**HORAIRE**  
SAMEDI 8 1/2 A 5 MERCREDI 9 A 6  
VENDREDI 8 1/2 A 9 MARDI 9 A 6  
JEUDI 8 1/2 A 9 LUNDI 9 A 6

**W. E. BÉGIN**  
FAUBOURG ST-JEAN-BAPTISTE  
500, RUE ST-JEAN  
524-5271  
**STATIONNEMENT À ST-ROCH**  
520, RUE DE LA SALLE  
535, RUE DE LA REINE  
529-1331

# Les poursuites intentées contre les syndiqués du secteur public seraient laissées de côté par l'Etat

par Pierre CHAMPAGNE

Le ministre de la Justice, M. Marc-André Bédard, n'a pas voulu confirmer les rumeurs voulant que le Québec s'apprête à retirer les plaintes portées contre les syndiqués du secteur public, l'an dernier en vertu des lois 23 et 253 émises par le gouvernement libéral pour forcer les travailleurs à retourner au travail.

Tout, dans son attitude, laissait cependant présager qu'il en était ainsi et que, effectivement, le gouvernement cherchait la solution qui lui permettrait de laisser tomber ces poursuites sans problèmes juridiques ou politiques.

La loi 253 visait à assurer les services essentiels en cas de grève dans les hôpitaux et la loi 23 suspendait temporairement le droit de grève dans le secteur de l'éducation.

Parce que ces deux lois n'ont été respectées qu'en partie le gouvernement avait dû s'adresser aux tribunaux des milliers de fois. Ainsi, 6.251 plaintes avaient été

portées par le procureur général contre des syndiqués qui n'avaient pas respecté la loi 253 et 1.069 contre les enseignants qui avaient fait fi de la loi 23.

Hier, le journal La Presse publiait en manchette les intentions du gouvernement à ce sujet. La question devait être portée en Chambre, hier après-midi, et posée par le chef de l'Opposition, M. Gérard-D. Lévesque, au ministre de la Justice, Me Marc-André Bédard.

Le ministre refusa de répondre à la question immédiatement mais assura M. Gérard-D. Lévesque que "des cette semaine, en Chambre, je répondrai à cette question".

"Si je comprends bien, devait ajouter le chef du Parti libéral, le ministre de la Justice n'a pas posé de gestes, jusqu'à ce jour relativement à cette question".

M. Bédard devait alors laisser supposer que déjà des démarches avaient été entreprises en répondant: "Je n'ai pas dit que le ministre de la

Justice n'avait pas posé de gestes, jusqu'à ce jour, relativement à cette question. Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que je prends avis de sa question et qu'au

cours de cette semaine, je lui répondrai en Chambre".

On évalue à un minimum de \$2 millions et à un maximum de \$9,5 millions les

amendes qu'aurait eu à payer les syndiqués qui n'ont pas respecté la loi 253 et \$10 millions à \$100 millions celles qui étaient exigibles en vertu de la loi 23 qui marte-

lait principalement les centrales syndicales, les syndicats et les présidents de syndicats de professeurs.

Le remboursement de ces

dettes aurait acculé à la faillite tant les syndicats que les centrales syndicales, dans le domaine hospitalier et dans celui de l'éducation.

On ne connaît pas encore la solution que dévoilera cette semaine le ministre de la Justice mais il semble que l'on envisage l'abrogation rétroactive des deux lois.

## Trudeau est encouragé par l'attitude des Canadiens face à l'indépendantisme québécois

par Doug SMALL

TORONTO (PC) — Le premier ministre Trudeau a admis, hier, qu'il avait été "terriblement effrayé" après les élections québécoises du 15 novembre que les Canadiens accepteraient tout bonnement l'appel du premier ministre René Lévesque en faveur de l'indépendance du Québec.

Cependant, M. Trudeau dit que depuis l'avènement du PQ il n'a pu qu'être encouragé en voyant que bien des Canadiens ont répondu à M.

Lévesque pour lui faire savoir publiquement que l'indépendance ne peut se faire aussi facilement qu'il le prétend.

"J'avais une peur terrible après le 15 novembre que les gens allaient se laisser convaincre par ce que j'appelle le chant de sirène de M. Lévesque... que le Québec peut se séparer, négocier une association avec le Canada et que nous serons toujours aussi amis qu'auparavant", a déclaré M. Trudeau aux journalistes au cours d'une réception.

Mais l'indépendance n'est qu'une "escroquerie à la séparatiste".

"On ne peut pas arriver à un compromis avec un séparatiste".

Par ailleurs, M. Trudeau a l'intention de faire une campagne d'information directement auprès des Québécois pour leur faire comprendre qu'ils ont intérêt à demeurer au sein de la confédération. Par contre, le premier ministre n'a nullement l'intention d'essayer de convaincre le

gouvernement Lévesque que le pays doit rester uni.

Le premier ministre est à Toronto pour participer à une conférence réunissant quelque 500 militants libéraux et devant durer jusqu'à dimanche. Les participants viendront des circonscriptions et des associations fédérales.

Aujourd'hui sera plutôt chargée pour le premier ministre: il doit rencontrer les jeunes libéraux à l'Université de Toronto, donner sa conférence de nouvelles heb-

domadaire dans un hôtel du centre-ville, et prendre la parole à un dîner avec des hommes d'affaires italo-canadiens.

La conférence libérale, qui commence ce soir, vise à préparer le parti aux nouveaux engagements politiques qui seront pris au cours d'une convention nationale des libéraux devant se tenir à Ottawa en octobre prochain.

M. Trudeau a conversé avec les reporters au 16e étage d'un hôtel voisin de l'aéroport avant de s'entretenir en privé avec l'exécutif national du Parti libéral.

Le premier ministre était

en tenue de ville et croquait des "chips" pendant que les reporters, assis par terre autour de lui, lui posaient des questions.

Selon M. Trudeau, il n'y a que deux options pour faire face aux séparatistes québécois—il peut soit essayer d'arriver à un compromis soit les attaquer de front.

C'est pourquoi, après avoir écarté toute possibilité de compromis, il ne lui reste plus que la confrontation.

Cependant, a-t-il ajouté, il est encore trop tôt pour s'attaquer au gouvernement Lévesque, le Parti québécois n'ayant pas encore tout à fait expliqué sa philosophie.

**Magnifiques pièces**

**MAGNIFIQUES ECONOMIES**

**Glidden**

**SPRED SATIN**  
DE PREMIERE QUALITE  
Lavable, donne un fini satiné aux murs et plafonds du salon, de la salle à manger et des chambres.

**\$10<sup>99</sup>**  
le gallon \*

**SPRED LUSTRE**  
SEMI-LUSTRE DE PREMIERE QUALITE  
Fini émail lavable, ultra-durable pour murs, plafonds et boiseries de la cuisine et de la salle de bain. S'applique facilement au pinceau.

**\$12<sup>99</sup>**  
le gallon \*

**LUCIEN BEDARD LTEE**  
2831, boul. LAURIER: 653-7952  
COIN DE L'EGLISE, STE-FOY

\* La mesure peut être réduite pour permettre la coloration. Voir étiquette pour contenu net.

**RECTIFICATION**

Veuillez noter que dans notre annonce, publiée mardi 22 mars '77 en page D-10 de ce journal, les vestes sport à \$39.88 sont en suède et non en cuir et que celles à \$59.88 sont en cuir de vachette.

**MIRACLE MART**

**André Dorion, o.d.**

**OPTOMETRISTE**

• EXAMEN DE LA VUE • LUNETTES • VERRES

870 EST, RUE ST-JOSEPH - TEL.: 529-9642  
En dehors du Mail, à 75 pieds de l'extrémité est du Mail.

**C.E.C.Q.**

LA COMMISSION DES ECOLES CATHOLIQUES DE QUEBEC

**INSCRIPTION DES ELEVES**

OBLIGATOIRE AVANT LE 1er AVRIL 1977  
DANS TOUTES LES ECOLES DE LA C.E.C.Q.

**DU 24 AU 31 MARS INCLUSIVEMENT**

**LA C.E.C.Q. OFFRE GRATUITEMENT**

- un cours complet: élémentaire (maternelle à 6e année) secondaire (général et professionnel)
- des services professionnels: orientation, psychologie, santé, pastorale, service social, information scolaire et professionnelle.
- des services auxiliaires: bibliothèques, laboratoires, ateliers d'arts, moyens techniques d'enseignement.
- des activités socioculturelles: clubs scientifiques, littéraires ou artistiques, musique, bricolage, céramique, etc.
- des activités sportives: gymnastique, basketball, volley ball, karaté, natation, ski, hockey, etc.
- des services spéciaux à L'ENFANCE INADAPTEE

N.B. Pour être accepté à la maternelle, un enfant doit avoir eu 5 ans avant le 1er octobre 1977.

Pour plus de renseignements signalez: 688-7925 - 688-7909

**Geneviève Morel** vous présente les superbes nouveautés '77 **WARNER**

Magnifique soutien-gorge de nylon transparent, extensible, garni de dentelle, très plongeant.

Léger bikini de nylon transparent. Côtés de dentelle extensible, avec bande élastique, qui complète agréablement. Le soutien-gorge S.m.l. Blanc et beige.

Modèle Sans bretelles, avec bande élastique au dos et bretelles fixées au côté. Bretelles à armature légèrement abaissées, coutures invisibles pour une ligne superbe. Blanc et beige. A 22-36, B 22-38, C 22-38.

Petit soutien-gorge complètement extensible, d'armature nylon. Ferme gonflable. Une ligne des plus naturelles. Bretelles à main réglables. S'adapte à la jeunesse. Petit bikini appareil Blanc et beige, rose. 22-36.

Corsette confortable avec panneau avant pour un maintien efficace. Bonnes bretelles d'équilibre et bretelles à même pour un soutien ferme et une liberté totale de mouvements. Six jarretelles. Bége, B 34-40, C 34-40. Se fait également avec culotte.

Gainé-culotte à cuisses longues, moyennes et courtes. P, I, XL, XXL.

Gainé-culotte incroyablement légère, qui procure un maintien total en tout confort. Gousset de MEDIFRESH. Medium, large, x large.

Gainé de léno à taille montante, avec bande d'up-top de 2". Dos de soutien extensible et devant de barette. Léger bainage; glissière sur le côté. Six jarretelles; hanches et taille moyennes 26-34. Taille longue 28-36 (ou longue). Rose 26-34.

LIVRAISON PARTOUT  
Québec et banlieue  
Lévis et baillève

2 heures de STATIONNEMENT GRATUIT

**Geneviève Morel**

Spécialiste en Corseterie médicale et esthétique  
287 est, rue St-Joseph  
522-1504

# GROS PLAN SUR le monde

## Ces têtes célèbres qui tombent...

par C.L. SULZBERGER

Tous droits réservés au Soleil et au New York Times

PARIS — Le monde politique connaît aujourd'hui un début de bouleversements tel que l'on peut se demander si un modèle quelconque peut s'affirmer au point de remplacer — avec un certain sens de continuité — ce qui a déjà existé.

Ces bouleversements ont naturellement commencé lorsque Jimmy Carter, presque inconnu dans son propre pays au début de l'année dernière, et Hua Kuo-feng, dont personne n'avait pratiquement entendu parler hors de Chine, se projetèrent soudainement au devant de la scène internationale en 1976 en tant que leaders respectifs du pays le plus riche et du pays le plus peuplé du monde.

Aujourd'hui, on assiste à la chute de nombreuses têtes célèbres. Celles qui ne sont pas tombées s'agitent nerveusement et relèvent souvent le col de leur chemise pour voir si le cou est encore sans égratignure.

C'est ainsi qu'à l'issue d'une consultation qui n'a pas fini de surprendre, l'Inde est de nouveau devenue le plus grand pays démocratique du monde et non plus seulement la deuxième grande nation du globe. Mme Gandhi, qui avait opté pour une dictature sévère sous un régime d'"état d'urgence", a cru bon de relâcher ses mesures restrictives et de déclencher des élections générales. Elle a finalement tout perdu, même son siège de député.

En France, l'Union de la gauche a réaffirmé et même amélioré ses performances au second tour des élections municipales, plaçant le président Valéry Giscard d'Estaing dans une situation par trop inconfortable pour tenter de rassembler des forces divisées et décimées et tirer quelques avantages politiques de la reprise économique, et cela un an seulement avant les élections législatives de 1978. Si la coalition socialo-communiste devait gagner ces dernières, elle serait assurée du coup du pouvoir de prendre elle-même des décisions politiques importantes, ce qui ne tarderait pas à provoquer une crise constitutionnelle dont l'issue serait la démission du président Giscard d'Estaing.

En Grande-Bretagne, entre-temps, le gouvernement travailliste, qui semblait avoir repris du poil de la bête sous la direction de James Callaghan, beaucoup plus que sous celle de son prédécesseur Harold Wilson, multiplie les manœuvres pour éviter une chute brutale. Si, comme cela paraissait encore hier plus que probable, il avait perdu le vote de confiance aux Communes, des élections générales se seraient tenues dans le pays très prochainement. Et selon les sondages d'opinion publique, les conservateurs seraient nettement favoris.

Un autre pays d'importance capitale — bien que minuscule — où un revirement politique pourrait avoir des conséquences considérables: Israël. Des élections y sont prévues pour le mois de mai. Le premier ministre Rabin est confronté à présent à d'énormes difficultés, notamment en ce qui a trait à l'économie, à l'émigration sans cesse croissante, aux scandales politiques et aux pressions extérieures pour un règlement rapide avec les Arabes. Il est impossible de prévoir

si Rabin sera en mesure de survivre à ces problèmes ou, sinon, quel sera le comportement de son successeur face à la question fondamentale, celle de la paix ou de la guerre.

Dans certaines régions, les bouleversements ne sont pas la conséquence d'une consultation électorale mais d'une action publique. Ainsi, en Italie, des vagues de manifestations estudiantines, d'une rare violence, ont déferlé récemment sur plusieurs grandes villes, pour dénoncer, non seulement le gouvernement chrétien-démocrate, mais également le Parti communiste qui appuie tacitement la politique de ce dernier. Il n'a pas fallu plus pour qu'on commence à parler d'une scission entre les soi-disant communistes de gauche et de droite.

Au Pakistan, voisin de l'Inde, qui vient à peine de finir de panser les blessures subies lors de la guerre de sécession du Bangladesh et de la mise en déroute des forces pakistanaïses par les troupes indiennes en 1971, une désintégration interne menace le pays.

Le premier ministre Ali Bhutto, fin politicien, est sorti vainqueur des dernières élections générales mais l'opposition l'accuse de les avoir "truquées". Ces accusations sont suivies depuis de manifestations dans les rues, notamment dans les régions clés comme le Sind et la frontière du nord ouest. Si la violence persiste, elle pourrait sans doute compromettre la stabilité du pays.

D'autres événements relativement importants se sont produits ailleurs: la nomination d'Adolfo Suarez Gonzalez, un jeune homme obscur, au poste de premier ministre d'Espagne; le départ brutal du premier ministre japonais Kakuei Tanaka au lendemain de l'éclatement du scandale Lockheed; la menace du Parti québécois de retirer le Québec du Canada.

C'est normal, en démocratie, que les élections ne se déroulent pas sur une base périodique (ou à des intervalles rapprochés même sur une base irrégulière, comme en Grande-Bretagne) et que celles-ci se traduisent souvent par un changement de politique et de gouvernement.

Mais l'importance, le nombre et les caractéristiques des changements qui sont en voie de se produire actuellement — et qui seront inévitablement suivis sous peu d'autres puisque les gerontocraties soviétique et yougoslave seront nécessairement remplacées — fait de la période actuelle une période exceptionnellement riche en politique internationale.

Il est cependant difficile, à l'heure actuelle, de dire avec précision la direction que prendront en définitive ces différents mouvements politiques. La France semble virer à gauche et la Grande-Bretagne à droite. Les Etats-Unis et l'Inde se préoccupent actuellement, avec un intérêt renouvelé, du problème des droits de l'homme à la fois comme méthode et objectif. La crise de génération en Italie transcende la politique partisane mais les Indiens se tournent précisément vers les vieillards pour se trouver un guide.

Nous vivons une période de malaise — presque inévitable en période de grands changements. On peut seulement espérer que rien n'est irrévocable, car c'est aussi un période d'espoir.



Mme Indira Gandhi vient de perdre le poste de premier ministre de l'Inde qu'elle occupait depuis onze ans.

UPI

## Les élections rendent la démocratie à l'Inde

par William BORDERS

Tous droits réservés au Soleil et au New York Times

NEW DELHI — L'Inde a prouvé d'une façon décisive dans les bureaux de vote qu'elle est véritablement la démocratie la plus peuplée au monde, et ses citoyens étaient réjouis lundi alors qu'ils récupéraient avec fierté ce titre envié.

Un citoyen illettré de New Delhi, qui gagne un dollar par jour à balayer des entrées de maisons, parlait pour des millions de ses concitoyens quand il déclarait avec un soupir de satisfaction: "La mère et le fils! Nous ne les aimons pas et nous nous en sommes débarrassés. Que Dieu bénisse l'Inde!"

Même les partisans du premier ministre Indira Gandhi et de son fils, Sanjay, qui ont tous deux été défaits dans la déroute humiliante du Parti du Congrès, concédaient que le grand vainqueur de toute l'affaire avait été la démocratie et que, comme le disait avec regret Ran Lall, qui est le principal ministre de la province de Himachal Pradesh et un partisan sûr du gouvernement: "Tout le monde doit s'incliner devant le mandat du peuple."

Il y a peu de mois, il était difficile de trouver quelqu'un en Inde — ou même dans les milieux où l'on discute de l'Inde, comme à Londres ou New York — qui voyait de l'avenir, tout au moins à court terme, pour la démocratie indienne aimée et léguée par la Grande-Bretagne et nourrie par Mohandas K. Gandhi et Jawaharlal Nehru.

Indira Gandhi — qui est la fille de Nehru et qui n'a aucun lien de parenté avec Gandhi — avait tué cette démocratie, disaient les gens, et l'avait remplacée par un nouvel ordre social qui était moins libre mais aussi moins négligé et plus imbu de "discipline", pour utiliser un terme qui était devenu son mot d'ordre.

Mais dans ce qui semble être l'une des décisions électorales les plus extraordinaires de l'histoire récente, "le dictateur", comme l'ont appelée tout au long de la campagne les adversaires de Mme Gandhi, a permis d'être boutée dehors par des élections.

Pour répondre à cette accusation, alors qu'elle effectuait une tournée

épuisante de réunion en réunion par hélicoptère au cours des dernières semaines, Mme Gandhi soutenait que le fait de tenir des élections prouvait qu'il s'agissait d'une démocratie, et non d'une dictature. D'après les résultats, elle avait raison.

Ajit Bhattacharjea, biographe de Jaya Prakash Narayan, connu comme J.P., l'un des chefs de l'opposition, avance une théorie sur la raison de cet état de fait:

"Je me souviens d'une discussion avec J.P. il y a environ six mois dans laquelle plusieurs d'entre nous avions critiqué son appel à des élections générales parce qu'il en résulterait une victoire facile pour le parti au pouvoir.

Très peu de personnes oseraient s'opposer à ce parti, et très peu de personnes oseraient se faire voir écoutant les partis d'opposition. Mais il soulignait que si l'état d'urgence était élargi même un tout petit peu, et si une toute petite discussion publique était permise, alors tout cela s'étendrait comme un incendie de forêt."

Narayan, âgé de 74 ans, qui avait aidé Gandhi et Nehru dans la bataille initiale qui a apporté la démocratie et l'indépendance à l'Inde, semblait savoir que cette démocratie ne s'était jamais véritablement enfiée. Mais c'était là un point de vue dont il était difficile de convaincre les autres.

Ainsi que le reconnaît candidement Bhattacharjea lui-même et les autres membres de l'élite urbaine qui s'opposaient au premier ministre se sont trompés dans l'appréciation des masses rurales qui constituent 80 pour cent de la population indienne, tout comme s'était trompée Mme Gandhi quand elle a décidé de déclencher des élections.

Dans leurs discussions dans les cocktails de New Delhi et dans les cafés de Calcutta, les deux parties ont pris pour acquis que le concept des libertés civiles était trop abstrait pour des villageois illettrés. Le fait qu'il y avait eu deux bonnes saisons de pluies d'affilée était plus important pour l'Inde rurale, selon ce raisonnement, que les beautés de la liberté d'expression.

Il est exact que l'une des principales questions qui ont fourni au Parti du Congrès sa première défaite depuis

que le pays avait acquis l'indépendance est survenue l'an dernier avec cette vigoureuse campagne pour la limitation des naissances, qui comprenait une certaine dose de stérilisation obligatoire et qui avait provoqué une réaction extrêmement émotive.

Mais au-dessus de cela, il est évident qu'un grand nombre de villageois étaient tout simplement d'accord avec le point de vue exprimé par un fermier, en turban et vêtements poussiéreux, au cours d'une interview il y a quelques semaines: "Ce n'est pas parce qu'un homme est pauvre et parce qu'il ne sait peut-être pas lire qu'il ne s'intéresse pas aux droits humains. Le gouvernement du Congrès a essayé de me fermer la bouche, et c'est pourquoi le Congrès a perdu mon vote".

Partout, de l'Himalaya jusqu'à la mer, il y avait apparemment des millions d'électeurs qui pensaient de la même façon. Tout comme les Américains, auxquels on les compare fréquemment, les Indiens typiques aiment parler, parler et parler, et plusieurs d'entre eux ont réagi d'une façon venimeuse à un régime dont le slogan était: "Travaillez plus et parlez moins".

Même si un certain nombre de ministres ont été reconduits au parle-

ment, les électeurs ont massivement rejeté la plupart de ceux qui s'étaient étroitement identifiés à la loi d'urgence — non seulement Mme Gandhi, mais aussi le ministre de la Défense Bansi Lal, qui avait été un allié intime de Sanjay Gandhi, le ministre de la Justice H.R. Gokhale, dont les lois avaient donné forme au nouvel ordre, et le ministre de l'Information V.C. Shukla, qui a porté atteinte à la liberté de la presse.

Et le parti Janata victorieux a promis lundi qu'il s'attaquerait immédiatement à la tâche de défaire ce qui a été fait, et de restaurer les droits fondamentaux.

A l'époque précédant la déclaration de l'état d'urgence en juin 1975, on avait coutume de dire que la moitié des gens dans le monde qui vivaient dans des sociétés démocratiques et qui possédaient des libertés civiles vivaient en Inde. Depuis un an et demi, cela en avait cessé d'être vrai.

Maintenant, quelle que soit l'attitude du nouveau gouvernement — bonne ou mauvaise, progressive ou rétrograde — dans ce qu'il apportera à cette terre ancienne, l'affirmation de la démocratie est valide encore une fois, et la preuve en a été trouvée dans les quelque 200 millions de bulletins de vote secret.



M. Robert BOURASSA



Mohandas K. Gandhi, surnommé le Mahatma



lévis la banlieue de québec

# le québec métropolitain

## dans nos régions



### Portneuf

La remise officielle de la charte du club des Chevaliers de Colomb 4ème degré du comté (assemblée Mgr Bilodeau) aura lieu lundi prochain. Cette manifestation spéciale se déroulera dans la ville de Donnacona et sera rehaussée par la présence du cardinal Maurice Roy, archevêque de Québec, qui présidera les cérémonies de circonstance.

### L'Amiante

A la suite d'une recommandation de son directeur des services de l'enseignement et aux élèves, M. Nelson Walker, la commission scolaire regroupée de Thetford Mines a décidé de ne pas participer aux échanges France-Québec pour l'année académique 1977-78. Selon les commissaires, la forme actuelle ne répond pas aux attentes de part et d'autre. Cette décision ne met pas en cause le rendement fourni par les deux enseignants français qui séjournent actuellement à l'école Le Tournesol et qui remplacent Milles Lise Bolsvert et Esther Blais qui enseignent en France. Ces dernières avaient sollicité le renouvellement de l'échange.

### La Beauce

La ville de Saint-Georges de Beauce, pour la construction de 16 nouveaux domiciles et des travaux de rénovation, a émis des permis de construction pour un montant de \$408.000. Dans la majorité des cas, a souligné le responsable de l'émission des permis de construction à Saint-Georges, "ce sont des entrepreneurs en construction qui se préparent à la saison d'été en établissant leur projet initial".

### La Rive-Sud

A partir de cette semaine, la bibliothèque de l'école secondaire Les Etchemins, à Charny, est ouverte au public local, les lundi et mercredi soirs entre 19 heures et 21 heures. Les autorités municipales octroient un montant de \$100 par mois pour ce service et le club Lions de Charny a aussi accepté de donner une contribution. Le coût d'inscription pour un usager est fixé à \$2 pour une période de 3 mois; si l'expérience rencontre la faveur populaire, elle sera continuée à compter de septembre prochain et l'inscription sera alors de \$6 par année, a révélé un représentant de la commission scolaire.

### La Côte-du-Sud

L'Ordre des agronomes sera d'actualité, ce soir, à l'Institut de technologie agricole de La Pocatière, vu tout le tralala qui entoure la chasse aux bêtes phoques, avec la présentation d'une soirée consacrée au "trappage et au commerce des fourrures au Québec". Offerte gratuitement à la population régionale, cette soirée comportera des causeries de deux écologistes, MM. Normand Traversy et Bertrand Leblond, ainsi qu'une exposition des différentes fourrures du Québec et des divers appareils de piégeage.

### Conférencière

Mme Rosanne Laflamme prononcera une causerie à l'Université du Québec à Rimouski, demain, à 20h et samedi à 10h1 dans le cadre du programme du certificat en nursing. Amputée d'un bras et des deux jambes à l'âge de trois ans, à la suite d'un accident, Rosanne Laflamme a vécu des années sombres. Ce n'est qu'à l'âge de 24 ans qu'elle a pris conscience qu'elle seule pouvait remédier à sa situation. Depuis ce temps, elle va de défis en défis. Son témoignage est une leçon non seulement pour les handicapés mais pour tout être humain.

### La Côte-Nord

Les artistes de la Côte-Nord, du Saguenay et du Lac-St-Jean, du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie pourront être présents au "Salon des Sept-Iles" que le musée de Sept-Iles compte organiser du 13 mai au 12 juin prochain. La direction du musée précise que le but essentiel visé par ce salon est "d'ouvrir des portes aux jeunes artistes ou à tous ceux qui veulent s'affranchir d'un art conformiste". Les intéressés peuvent écrire au Musée, C.P. 725, à Sept-Iles, ou téléphoner au directeur, M. André Michel, à 968-2070 ou 968-1609.

### Charlevoix

Le Comité des fêtes populaires de Charlevoix Inc. présidé par M. Pierre Boucher poursuit la préparation des fêtes de la Saint-Jean à un rythme accéléré sous un nouveau thème "C'est la fête, l'embarques". Chacun des nombreux sous-comités participent très activement aux activités, et la forme que prendront les fêtes se dessine clairement. Le défilé comprendra une vingtaine de chars, et de nombreux corps musicaux. Feux de la Saint-Jean, souper canadien, soirée folklorique, et plusieurs autres activités se dérouleront durant la fin de semaine du 24 au 26 juin.

## Une opposition au projet de location de glace à Ste-Foy

par Benoit ROUTHIER

Un mouvement d'opposition au projet de la ville de louer des heures de glace d'une entreprise privée a pris forme hier à Sainte-Foy, au cours de la première journée d'enregistrement des signatures des personnes qui demandent la tenue d'un référendum sur le sujet.

Ce mouvement, dont l'ex-conseiller Georges Caron reconnaît être un des responsables, ne s'avérera probablement pas assez imposant toutefois pour recueillir, d'ici à ce soir, les 500 signatures exigées pour justifier la tenue d'un référendum.

A la fin de la première journée, hier, on pouvait compter quelque 56 signatures. M. Caron croit que ce soir environ 200 personnes auront signé le registre à l'hôtel de ville.

"Si nous avions eu plus de trois jours ouvrables pour nous organiser, nous aurions eu facilement les 500 signatures nécessaires pour l'obtention d'un référendum", de dire M. Caron pour qui le fait de recueillir environ 200 noms devrait être inter-

prété comme "une défaite" pour les autorités municipales.

Rappelons que la population de Sainte-Foy est appelée hier et aujourd'hui à dire son approbation ou sa désapprobation par une demande d'un référendum du projet de louer, pour une période de 10 ans, de la glace de la firme Gerpatex. Cette firme devrait commencer à construire un complexe sportif vers le 15 avril. Cette location engagerait une somme de \$183.600 annuellement.

Une bonne affaire?

Le maire de Sainte-Foy, M. Ben Morin, a dit, hier, qu'il est normal que tout le monde ne soit pas d'accord avec ce projet. Par contre il est persuadé qu'il sera rentable pour la ville.

D'abord, il en coûte \$128 l'heure pour jouer sur les deux patinoires fermées que Sainte-Foy possède présentement, alors que la firme Gerpatex louera sa glace \$60.80 l'heure.

M. Morin a ajouté que la Commission municipale avait autorisé la ville à amorcer le projet qui nécessitera un engagement de crédits pour 10 ans.

Le maire a aussi fait voir qu'un membre de la Commission municipale, originaire de Repentigny, avait expliqué que cette ville faisait la même chose. Cette personne aurait été "loin d'être scandalisée" quand on lui a dit le coût de location à Sainte-Foy.

Par ailleurs, M. Morin a ajouté qu'il n'a pas d'objection à tenir un référendum sur la question, mais il craint que ça ne conduise à une hausse

du coût de location vu que la glace ne sera pas prête pour l'hiver prochain.

L'ex-conseiller Caron dénonce encore le fait que la vente du terrain devant financer le deuxième stade couvert construit en 1972 ne soit pas complétée. Ce stade couvert a coûté \$1.200.000 et le produit de la vente du terrain que la commission scolaire de Tilly avait échangé avec la ville devait servir à financer ce stade. Mais il n'est pas encore vendu, ce qui coûte aux contribuables \$120.000 par année. Le maire Morin répond que des négociations sérieuses sont sur le point d'aboutir relativement à ce terrain. On attendrait entre autres que le Comité consultatif sur le centre-ville se prononce sur la hauteur des édifices qui pourraient y être érigés.

## Val-Bélair: étude de la demande de mise en tutelle

par Benoit ROUTHIER

La cause de demande de mise en tutelle de la ville de Val-Bélair doit être entendue aujourd'hui après avoir subi une remise hier.

Selon nos sources, le juge a dû remettre à aujourd'hui l'audition de la cause, parce qu'un individu se serait amené pour dire que la ville lui devait un certain montant d'argent et qu'il voulait qu'on prenne les moyens de le rembourser avant de mettre Val-Bélair en tutelle.

Nous n'avons pu joindre le maire de l'endroit, M. Léopold Bélanger, hier. Il sera absent pour quelques jours, nous a-t-on répondu au téléphone.

Pendant ce temps, le Comité des citoyens de Val-Bélair lance une campagne de souscriptions populaire qui

se déroulera demain, vendredi et dimanche. Cette campagne de souscription vise à recruter de nouveaux membres et à renflouer la caisse du comité.

Le jour où la ville sera mise en tutelle, le Comité des citoyens entend poursuivre son action auprès de la commission municipale, selon ce que laisse entendre un feuillet distribué dans les foyers hier.

Le mouvement populaire dont le président est M. André Godbout, entend entre autres demander une coupure minimum de 10 pour cent; une utilisation maximale du réseau d'aqueduc et d'égout existant; une meilleure utilisation du personnel et de l'équipement; une rationalisation des rôles de perception des taxes municipales.



A pied

Les fonctionnaires du ministère des Affaires sociales ont une occasion de soigner leur ligne. Ils devront monter à pied les 17 étages de l'édifice Joffre, où ils travaillent. Une pénurie de spécialistes interdit de procéder aux réparations des ascenseurs de l'édifice qui ne fonctionnent plus.



**Glidden**  
**spred satin**  
PEINTURE MURALE AU LATEX

No 3400

**Spred satin blanc**

Merveilleuse peinture au latex, se pose facilement, sèche rapidement (30 minutes) et se lave très bien. Qualité incomparable.  
Prix rég. \$12.24

**\$10<sup>50</sup>**

SPECIAL le gallon



**Glidden**  
**spred lustre**  
émail à l'alkyde semi-lustre

No 4600

**Spred lustre blanc**

Semi-lustre à l'Alkyde pour cuisine, salle de bains, boiserie, meubles, etc. Un fini très lavable.  
Prix rég. \$15.55

**\$12<sup>50</sup>**

SPECIAL le gallon

**AL aflamme INC**  
PEINTURES & TAPIS.

3148, CHEMIN ROYAL, GIFFARD - TEL.: 661-8497  
STATIONNEMENT FACILE ET GRATUIT

Ces deux produits pourront être colorés pastel moyennant un léger supplément.

Commandes téléphoniques acceptées et quantités limitées.



**Du coeur...  
c'est "ski" compte**



**de Kuyper**  
25 Parleq 710 ml 40% et vol.

# Les professionnels du Centre de services sociaux de Québec ne joueront plus aux chauffeurs de taxi

par Pierre BOULET

La direction du Centre de services sociaux de Québec (CSSQ) interdira désormais à ses quelque 500 professionnels d'utiliser leur propre automobile pour véhiculer les clients et les usagers de l'établissement. Une directive en ce sens sera transmise à tous les praticiens du CSS, la semaine prochaine.

Telle est la position radicale qu'a choisie le conseil d'administration du CSSQ pour désamorcer le "problème de responsabilité civile" auquel était confronté le centre de services sociaux, depuis quelque temps.

Les dirigeants du CSS de Québec adoptent ainsi une nouvelle politique de transport qui va diamétralement à l'opposé de celle qui prévalait jusqu'à ce jour. Du même coup, ils libèrent les professionnels du fardeau de la responsabilité civile face au client du centre de services sociaux.

Par le passé en effet, les travailleurs sociaux et les conseillers sociaux du CSSQ — déjà tenus de mettre leur voiture à la disposition de l'employeur — étaient en outre obligés de véhiculer occasionnellement des clients dans leur propre automobile. Un refus de se plier à cette condition risquait d'entraîner une mesure disciplinaire.

Le transport de clients pouvait s'effectuer dans plusieurs circonstances: transfert d'un adolescent d'un centre d'accueil à une famille d'accueil, transport d'un bébé de la pouponnière à une famille d'adoption, visite préliminaire d'un enfant adoptable chez d'éventuels parents adoptifs, etc.

Or tous ces transports de clients étaient couverts par l'assurance-automobile "personnelle" du professionnel. C'est donc ce dernier qui, en cas d'accident, devait assumer la responsabilité civile du client qu'il transportait.

## Une demi-victoire

Pour le syndicat représentant les professionnels du centre de services sociaux, la décision du conseil d'administration constitue une demi-victoire. Le syndicat s'était saisi du dossier après qu'une travailleuse sociale, victime d'un accident de la route (sans conséquence grave) au cours d'un transport

de client, eut averti ses collègues des risques juridiques qu'ils couraient.

En plus de demander au CSS de récupérer le fardeau de la responsabilité civile dans les cas de transport de clients, le syndicat avait formulé d'autres exigences:

— que le CSS assume la différence de coût entre la prime d'assurance-automobile dite de "plaisir" et celle dite "plaisir et affaires" pour tous les professionnels tenus de fournir leur véhicule;

— que le CSS paie le "déductible" que doit encourir le professionnel victime d'un accident d'automobile pendant ses heures de travail;

— que le CSS paie la surprime d'assurance découlant d'un accident survenu sur les heures de travail d'un professionnel.

Actuellement, tous ces

frais sont à la charge du professionnel, qui n'est dédommagé que par une allocation dite de "millage".

Bien qu'il se soit rendu à la demande du syndicat concernant la responsabilité civile, le CSS n'entend pas donner suite aux

autres revendications.

Pour les dirigeants de l'établissement, ces dernières revendications impliquent une réouverture de la convention collective et, pour ce faire, ils refusent de procéder sans une bénédiction du ministre des Affaires sociales.

Et hop...taxi!

Les professionnels du

CSSQ devront donc continuer de laisser leur véhicule à la disposition de l'employeur... mais pour leur utilisation personnelle seulement. Ils devront en outre fournir désormais une preuve qu'ils sont assurés convenablement.

Quant aux transports de

clients, ils s'effectueront pour la plupart en taxi... jusqu'à ce que la Direction des services professionnels de l'établissement ait trouvé une alternative moins coûteuse.

La Direction des services professionnels a en effet reçu le mandat de trouver une

solution définitive au problème que constituera maintenant le transport des usagers du CSS de Québec.

Toutes ces informations, obtenues de source syndicale, n'ont pu être commentées par la direction générale du CSSQ qui prétend qu'il s'agit là de régie interne.

## Nomination de médiateur

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, M. Jacques Couture, annonce la nomination de M. Claude Lauzon, en tant que médiateur dans le conflit qui sévit

à la commission scolaire de Jérôme LeRoy.

M. Lauzon entend agir dans les plus brefs délais et convoquera les parties pour demain.

## BERGERON, PREVOST, & ASS.



Pierre-H. Bergeron



Claude Prévost



Mme Ghislaine Bergeron

**Nouvelle société:** Messieurs P.-H. Bergeron, Claude Prévost et Madame Ghislaine Bergeron, ont le plaisir d'annoncer la formation d'une nouvelle société d'audioprothésistes. Poursuivant une longue tradition de services techniques et acoustiques, nous sommes fiers d'aider les gens aux prises avec des problèmes de l'ouïe, en leur offrant une gamme très variée de prothèses auditives.

**Bergeron, Prévost & Associés,**  
815, Côte d'Abraham, tél.: 529-9325  
2215 Boul. Ste-Anne, 661-3732  
**audioprothésistes**

## OFFRE SPECIALE D'INTRODUCTION

Copco est fier d'annoncer une nouvelle série d'ustensiles en fonte d'aluminium lourd de qualité exceptionnelle.

Nous avons employé un des meilleurs matériaux de cuisson, de la fonte d'aluminium lourd, et nous l'avons transformé en ustensiles au dessin unique, poêles, faitouts et casseroles, pour assurer une parfaite rétention de la chaleur et une cuisson idéale.

Chaque pièce a été polie à la main non seulement pour rehausser sa beauté, mais pour obtenir une surface facile d'entretien.

Puis, chaque manche de bois de teck a été conçu pour assurer une bonne prise et un équilibre parfait. Pour obtenir un excellent ren-

dement sur toutes sources de chaleur, tous les ustensiles ont été munis de fonds dressés plaquant parfaitement.

Voilà les raisons qui nous font dire... Des ustensiles pas ordinaires. Du 'Copco'.



Ustensiles Copco en fonte d'aluminium

Poêle à omelettes, 8 1/2" dia., \$18.00  
Casserole avec couvercle, 7/8 pinte, \$25.00  
Casserole avec couvercle, 1 1/4 pinte, \$32.00

16, de la Fabrique  
692-3822

Place Québec  
529-0231

Place Ste-Foy  
653-4035

**BIRKS**  
JOAILLIERS

## Les FOURRURES

Prémont

DEMAIN LES 12 DERNIERES HEURES

125 est, St-Joseph - 524-3541

Lundi, mardi, mercredi 9:30 a.m. à 5:30 p.m.; jeudi, vendredi 9:00 a.m. à 9:00 p.m.; samedi 9:30 a.m. à 5:00 p.m.

Profitez d'une double économie durant notre grande vente de fourrures de 12 heures. Le prix des fourrures augmente de 44%, mais pour les deux prochains jours, nous vous donnons l'opportunité d'épargner bien au-delà de 44%. C'est donc l'occasion rêvée de faire mettre de côté la fourrure de votre choix, vous ne rêverez pas de si tôt de valeurs aussi intéressantes!

**VENDREDI, DERNIER JOUR POUR EN PROFITER**

Profitez d'une double économie allant jusqu'à 44%  
Plusieurs manteaux réduits en bas du prix coûtant.

EPARGNEZ 10% DE PLUS  
en venant dès l'ouverture  
demain entre 9h00 et 10h00 a.m.

Seulement une liste partielle. Venez en voir plus!  
Incluant des manteaux nouvellement arrivés. Venez tôt car les grandeurs sont limitées. Toutes ventes finales. Sujet à une vente ultérieure.

Jaquettes lapin multicolore	\$88
Chat sauvage (sections)	\$188
Jaquettes loup (demi-coupe, sections)	\$159
Manteaux de renard (sections)	\$488
Manteaux de loup (sections)	488
Manteaux rat musqué garnis chat sauvage	\$588
Manteaux rat musqué teints "Havana"	\$688
Manteaux pattes de chat léopard	\$788
Manteaux en renard de Mongolie (horizontal)	\$888
Manteaux rat musqué nat. (qualité supérieure)	\$988
Manteau chat sauvage teint cerise	\$688
Manteaux mouton de Perse champagne garni renard	\$988
Manteaux vison naturel 2 tons fantasie	\$1,088
Manteaux vison ranch "ovale demi-coupe"	\$988
Manteaux rat musqué teints ocelot	\$1,388
Manteaux chat sauvage naturel	\$1,488
Manteaux de Swakara teint noir	\$1,688
Manteaux de Swakara teint brun	\$1,788
Manteaux de phoque d'Alaska	\$1,788
Manteaux de castor rasé naturel	\$1,288
Manteaux de nutria teint loutre	\$988
Manteaux de nutria teint pastel	\$1,388
Manteaux de chat ocelot garni chat sauvage	\$1,688
Manteaux renard roux australien	\$1,388
Manteaux renard norvégien "ambre"	\$2,188



### SEULEMENT 2 SUPERBE VISON RANCH

Insertions de cuir.  
PRIX 12 HEURES  
**\$1588**  
Rég. \$1895.

### SEULEMENT 1 RENARD NORVEGIEN

PRIX 12 HEURES  
**\$1888**  
Rég. \$2495

### POUR HOMMES

	REDUIT RÉG.	
Paletots lapin teint brun rasé	\$288	\$495
Paletots mouton gris (milieux)	\$388	\$695
Paletots de nutria belle qualité	\$688	\$895
Paletots de vison ranch	\$1988	\$2495
Paletots de loup trois-quarts	\$888	\$1095

Magnifique manteau en RAT MUSQUE  
PRIX 12 HEURES  
**\$588**

SEULEMENT 5!  
VISON DE RANCH, VISON PERLE  
VISON PASTEL  
Faits pour se vendre  
\$1895 à \$2195  
PRIX 12 HEURES  
**\$1188.**

MANTEAUX CHAT SAUVAGE (sections)  
**\$188**  
Faits pour se vendre \$450.

# La CTCUQ dépensera plus de \$6 millions en achat d'autobus

par Benoit ROUTHIER  
 La Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ) achète 37 autobus cette année. Ils doivent arriver d'ici à juillet. L'an prochain, on achètera 49 autres véhicules.

A raison de \$70.000 par autobus, c'est une dépense de plus de \$6 millions.

C'est ce qui ressort des propos de M. Claude Beausoleil, adjoint au président directeur général de la CTCUQ, M. Pierre Mathieu.

occupation des lieux en juillet 1978. L'achat de plusieurs véhicules et plusieurs améliorations au réseau de transport en commun doivent se faire d'ici à l'an prochain.

4 avril au 13 mai auprès d'environ 32.000 personnes, soit un échantillonnage de 12% de la population du territoire.

son programme d'acquisition de véhicules. 1981, ce chiffre aura augmenté d'environ 190 si on garde le même rapport que présentement de 1,9 chauffeur par autobus.

tion de l'entretien comprend actuellement 134 personnes.

D'ici à un ou deux ans, il ne devrait pas y avoir une forte augmentation de ce personnel car, de dire M. Beausoleil, les nouveaux véhicules serviront surtout à remplacer les autobus... à bout d'âge. Une cinquantaine d'autobus ont environ 18 ans alors que la "moyenne de vie" d'un véhicule de ce genre se situe entre 12 et 15 ans.

## Le conflit persiste à l'Ancienne-Lorette

par Jean MARTEL  
 Toutes les écoles de la commission scolaire de l'Ancienne-Lorette ont été fermées, hier, à la suite de la grève qu'ont déclenchée les enseignants. Toutefois, des pourparlers devaient avoir lieu hier soir afin que les enseignants et les autorités de la commission puissent venir à une entente.

L'Ancienne-Lorette ont rencontré le directeur général, M. Marcel Demers. Celui-ci voulait connaître la teneur exacte de la demande syndicale afin de pouvoir l'exposer aux commissaires qui ont tenu une assemblée extraordinaire dans la soirée.

Le motif de ce débrayage est une mésentente sur un des 18 points des négociations locales, soit celui de l'affectation et des mutations.

Entente  
 Par contre, du côté de la commission scolaire des Îlets, il y a eu entente de principe entre le syndicat et les négociateurs patronaux. Les deux points qu'il restait à négocier étaient ceux de l'affectation et de la consultation.

Mlle Louise Blondin, porte-parole du groupe d'enseignants, a déclaré au SOLEIL que le syndicat voulait des mécanismes dotant le processus de l'affectation de critères objectifs (par exemple l'ancienneté, l'expérience, la scolarité) et applicables à tous.

Les enseignants doivent se réunir aujourd'hui pour ratifier cette entente.

Elle a ajouté que les enseignants voulaient choisir librement ce qu'il est convenu d'appeler le "champ" d'enseignement. À l'élémentaire, il existe quatre champs d'enseignement: l'enfance inadaptée, les classes de pré-maternelle et de maternelle, la fonction de titulaire et celle de spécialiste.

Au niveau secondaire, les enseignants de la régionale Jean-Talon ont ratifié l'entente de principe qui avait été conclue avec les négociateurs patronaux.

Hier matin, les représentants des enseignants de

De leur côté, les enseignants de la régionale Chauveau ont tenu, mardi soir, une assemblée pour étudier tout le dossier des négociations locales. Les représentants syndicaux ont présenté à l'auditoire les sujets qui avaient été négociés, mais l'assemblée ne s'est pas terminée faute de temps. Elle doit se poursuivre la semaine prochaine.

### LA CANARDIERE AUTOS fête le 75<sup>e</sup> Anniversaire d'AMC

Le programme de protection de l'acheteur **GRATIS**

et vous présente sa dynamique équipe des ventes pour vous conseiller sur l'achat d'une **MATADOR - HORNET - GREMLIN - PACER ou JEEP**



**ADRIEN GAGNE**  
directeur des ventes



**ROBERT BOUCHER**  
maître-vendeur, dept. Jeep



**RONALD BOIS**  
maître-vendeur



**HENRI KARSH**  
conseiller



**JACQUES LABRECQUE**  
maître-vendeur



**ROGER LEMIEUX**  
conseiller



**MICHELLE COTE**  
conseillère



**IRENE FORTIN**  
conseillère



**MARCEL PROTEAU**  
conseiller

**LA CANARDIERE AUTOS INC.**  
 1265, de la Canardière, Québec - 522-5205  
 LOCATION A LONG TERME

**GRATUIT: GARANTIE 24 MOIS OU 24,000 MILLES**

Procurez-vous une **GREMLIN HORNET PACER MATADOR 1977** à l'ancien prix.

**Achetez dès maintenant et choisissez la voiture qui vous plaît.**

La garantie 24 mois - 24,000 milles vous est donnée gratuitement.

## LAURIER AUTO

2025 OUEST, BOUL. CHAREST  
 PARC JEAN-TALON  
 TÉL.: 681-4631



**AMC**  
**JEEP**

# LA HORNET AMX D'AMERICAN MOTORS VOUS OFFRE...

...tout ce que vous offre une compacte, plus la fougue d'une voiture sport.



La Hornet AMX, le modèle du 75<sup>e</sup> anniversaire

Tout ce que vous êtes en droit d'attendre d'une voiture fiable, la Hornet d'AMC vous le procure... mais ajoutez-y le plaisir, l'agrément, les sensations que vous êtes en droit d'attendre d'une voiture sport.

La Hornet AMX est alerte, rapide et facile à conduire; elle est dotée de pneus à carcasse radiale, de barres antirouils avant, d'une boîte manuelle à 4 rapports avec levier au plancher, de l'instrumentation de

rallye et d'un tachymètre. Quelle allure sur la route avec ses persiennes de lunette arrière, son aileron stabilisateur à l'avant et son arceau à l'europpéenne fini aluminium brossé!

La Hornet AMX est en vente dès maintenant, de même que toutes les autres Hornet d'American Motors. Passez les voir chez le concessionnaire le plus près de chez vous.



La familiale Hornet. Cette familiale compacte à 4 portes, assez spacieuse pour 5 personnes, possède un hayon pratique, qui s'ouvre sur un espace de 62,8 pi<sup>3</sup>, une fois la banquette arrière rabattue.



Les Hornet sedan à 2 ou à 4 portes allient l'élégance et le confort avec un prix raisonnable et se vendent avec des options comme l'ensemble D/L, qui comprend des sièges à dossier inclinable, une garniture intérieure custom et plusieurs autres accessoires.

Certains pièces d'équipement des voitures illustrées sont livrables moyennant supplément.

**LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACHETEUR II**

GARANTIE COMPLÈTE DE 2 ANS OU 24.000 MILLES DU MOTEUR ET DES ORGANES DE TRANSMISSION\*\*

GARANTIE COMPLÈTE D'UN AN OU 12.000 MILLES DE TOUTES LES AUTRES PIÈCES\*\* (sauf les pneus)

DE PLUS: VOITURE DE COURTOISIE ET PROTECTION INTERRUPTION DE VOYAGE, SANS FRAIS DE VOTRE PART

\*\*A PARTIR DE LA DATE OU LA VOITURE A ÉTÉ LIVRÉE OU UTILISÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS, SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

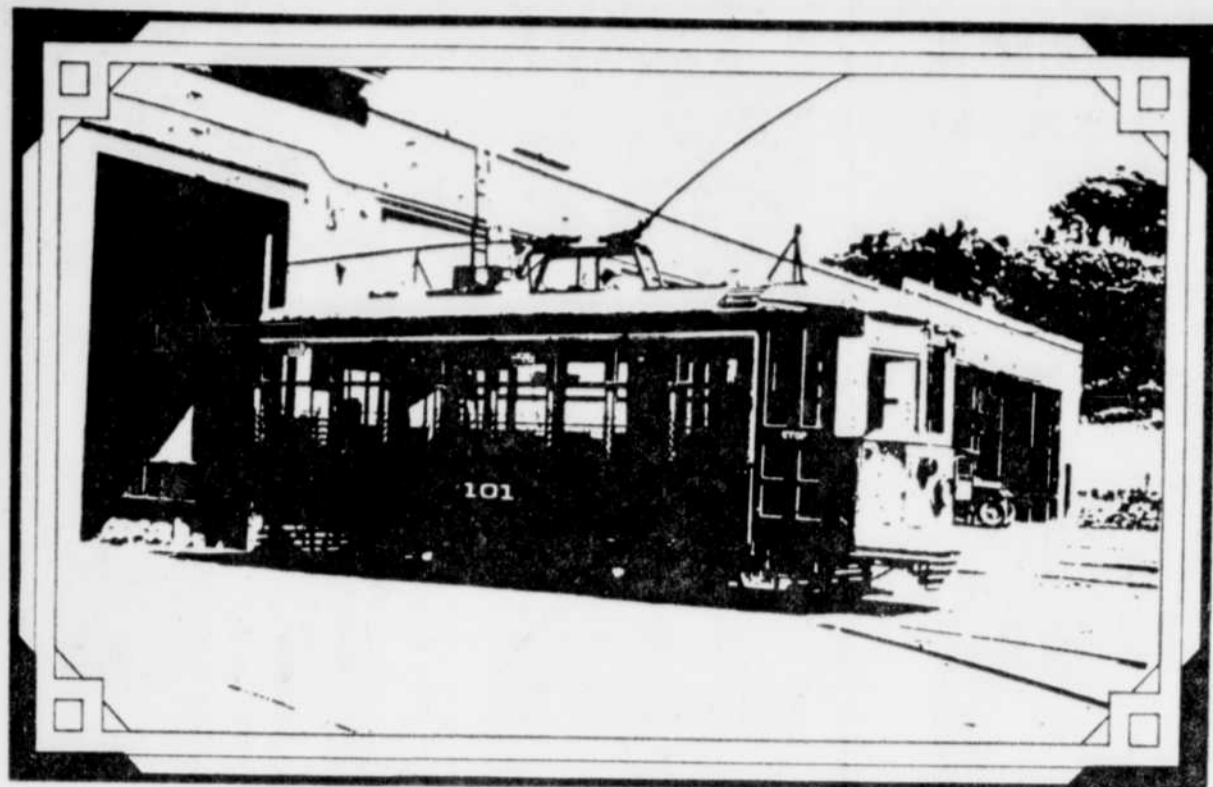
En 1977, American Motors fête son 75<sup>e</sup> anniversaire.

# 75

**Passez nous voir!**  
 American Motors, c'est plus que plus.

affaires municipales

# Le retour du tramway dans les rues de Québec



Nostalgiques des "p'tits chars" d'autrefois, réjouissez-vous! Condamnés au début des années '50 au nom du progrès, les tramways de la vieille capitale reprendraient du service au cours des prochaines années. Si l'on se fie à une étude actuellement menée par la CTCUQ, un réseau de tramways, rebaptisé "métro de surface", serait éventuellement aménagé sur les axes forts du transport en commun de Québec. Non polluant le tramway version 1980 bénéficierait d'une capacité supérieure à celle de l'autobus et s'avérerait une solution logique aux problèmes de congestion du centre-ville, particulièrement aux heures de pointe. Comme quoi les bonnes idées d'hier deviennent parfois les bonnes idées de demain!

**Hors la CUM**

Il n'y a pas que les maires des grosses villes de la région de Québec qui voient d'un mauvais oeil la présence d'une Communauté urbaine au-dessus de leurs administrations. Pour un, le maire de la municipalité de l'Île Bizard, en banlieue de Montréal, M. Bernard Patry, demandera à l'Assemblée nationale d'adopter un projet de loi privé lui permettant de se retirer de la Communauté urbaine de Montréal. Selon M. Patry, les contri-

buables de l'Île Bizard n'ont plus foi dans l'avenir de ville-dortoir que réserve la CUM à sa municipalité.

**Pour des coûts moins élevés**

La proposition d'une chartre prônant une association provinciale de propriétaires de maisons, association qui envisagerait la création de coopératives chargées de réduire les frais d'assurance, de chauffage et de rénovation, a été rendue publique récemment.

Le document de travail s'y rapportant doit encore être remanié par une vingtaine de représentants d'associations de propriétaires de maisons.

M. Lionel Eymard, qui en a eu l'idée, a expliqué que ce projet de coopératives pourrait être réalisé avec des fonds provenant de membres actifs qui verseraient une cotisation annuelle minimum de \$50.

Le projet fait également état de la mise en place d'une compagnie d'assurance à but non lucratif. En effet, cette compagnie réinvestirait ses profits dans d'autres projets comme celui d'une coopérative d'huile à chauffage.

Une coop de rénovation des propriétés serait également réalisable à condition qu'elle ne soit pas perçue comme une "machine à sous" mais bien comme une caisse d'entraide pour les propriétaires aux prises avec les coûts élevés des matériaux de construction et de rénovation.

Enfin, M. Eymard mentionne que cette nouvelle fédération serait plus efficace que toutes les autres associations de propriétaires dispersées dans la province et qu'elle aura pour objectif le recrutement de 100.000 membres.

**Pas d'accord**

Le maire de Cap-Rouge, M. Pierre Barbeau, ne partage pas les vues de son collègue de Sillery, M. Charles H. Blais, sur l'avenir de la Communauté urbaine de Québec. Selon M. Barbeau, on a bien assez de paliers de gouvernement comme ça sans s'encombrer d'un organisme régional. Favorable aux positions exprimées par les maires des grandes villes de la région, le maire de Cap-Rouge estime que puisque Québec, Sainte-Foy, Beauport et Charlesbourg représentent plus de 85 pour cent de la population de la région, ces villes doivent avoir la main haute sur l'avenir de la CUQ.

**Décès de Lady Tweedsmuir**

LONDRES (PC) — Lady Tweedsmuir, la veuve de l'ancien gouverneur général du Canada, lord Tweedsmuir, est décédée à son domicile d'Oxfordshire, a-t-on annoncé hier. Elle avait 94 ans.

Lord Tweedsmuir, qui a écrit des romans policiers sous le pseudonyme de John Buchan, fut gouverneur général du Canada de 1935 à 1940, année de sa mort.

Bien que la réputation de son mari en tant qu'auteur ait dépassé la sienne, lady Tweedsmuir était un écrivain prolifique, dont la production a continué alors qu'elle avait largement dépassé les 80 ans.

**FAITES UN P'TIT EFFORT**

Au moins aussi gros qu'un timbre de Pâques

Envoyez vos dons au:  
**CLUB ROTARY DE QUÉBEC**  
51, rue Desjardins,  
Québec, Qué.

*Felroche* boutique

place Laurier  
2700 boul. Laurier, 3e étage  
ste-foy, québec  
G1V 2L8 tél.: (418) 658-8734

Nos collections printemps-été  
une note d'élégance sur un air de Paris

**Holiday Inn**

LES 3 HÔTELS PRÈS DE L'AÉROPORT

**\$21.75**

UNE FANTASTIQUE AUBAINE DE FIN DE SEMAINE!

Cette fin de semaine, demeurez à l'un de nos 3 Holiday Inns, idéalement situés près de l'aéroport Dorval, à 15 minutes seulement du centre-ville. Pour seulement \$21.75 par nuit (et ce prix signifie 1 à 4 personnes par chambre...) vous avez le choix entre vendredi et samedi soirs ou samedi et dimanche soirs.

**GRATUIT!**  
Incroyable Ensemble-Cadeaux  
**MONTREAL**

Ces taux spéciaux sont valides jusqu'au 31 mai 1977.

- Stationnement... GRATUIT!
- Enfants, moins de 18 ans... GRATUIT!
- Ensemble-cadeaux... BONI GRATUIT!

Holiday Inn Le Châteaubriand  
6500, Côte de Liesse  
Sortie Hickmore  
(514) 739-3391

Holiday Inn La Seigneurie  
7300 Côte de Liesse  
Sortie Montée de Liesse  
(514) 731-7751

Holiday Inn Le Séville  
4545 ouest, Côte Vertu  
Sortie 38, Transcanadienne est  
(514) 332-2720

Pour réserver, appelez votre agent de voyage ou

**Holiday Inn**

Propriétés administrées par Allie Inns Inc. Une compagnie canadienne

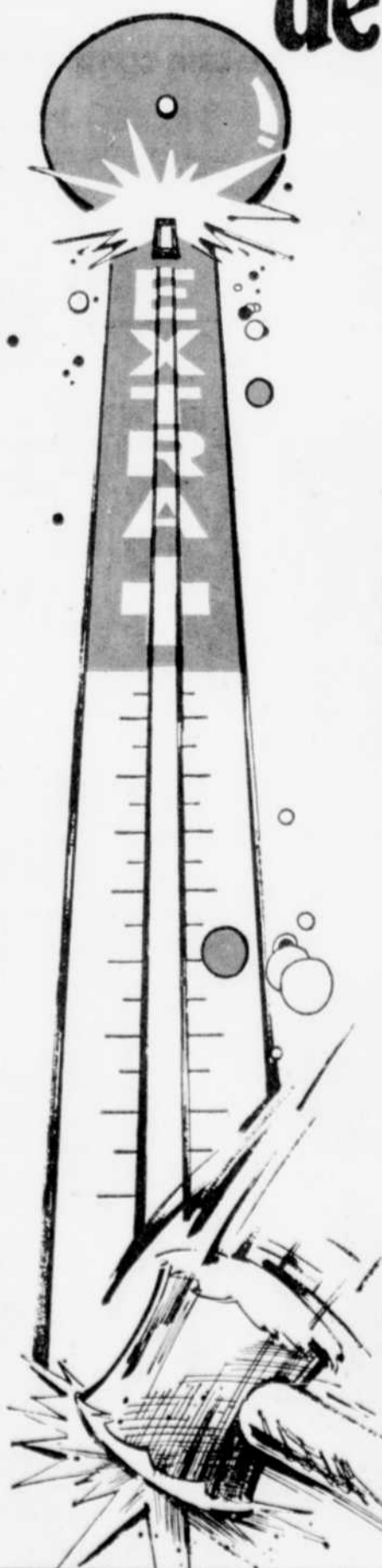
## Seuls les billets "EXTRA+" peuvent vous permettre de gagner 2 fois:

Vous pourriez gagner  
1 des 12 grands prix réguliers de \$1 million  
ou un des  
8 grands prix réguliers de \$100,000

et, en plus,  
vous pourriez gagner  
1 des 25 prix spéciaux de \$100,000!

Lors du prochain tirage de Loto Canada, on fera tirer, en plus des prix réguliers, 25 prix spéciaux de \$100,000. Ces prix spéciaux seront tirés **seulement** parmi les billets Extra +, distribués en nombre limité. Il faut donc faire très vite pour se les procurer car il est à prévoir que les billets Extra + s'envoleront rapidement. Achetez les vôtres chez nos détaillants, dans les banques, les caisses populaires, la plupart des compagnies de fiducie et certaines caisses d'économie, partout au Canada.

**faites vite... nombre limité!**



**Loto Canada**

**\$1 Million** Loto Canada

# MAGASIN LATULIPPE

## POUR LE TRAVAIL

JEANS GOODHUE

**12<sup>49</sup>**

JEANS "RIDER" G.W.G.

**18<sup>95</sup>**

JEANS JACKETS G.W.G.

**23<sup>50</sup>**



## COMBINAISONS "OVERALL"

Pour soudeurs, mécaniciens, garagistes.



**8<sup>95</sup> à 23<sup>95</sup>**

## CHEMISES "SPORT ou TRAVAIL"

Choix de couleurs



**7<sup>95</sup> à 12<sup>95</sup>**

## POUR LE TRAVAIL

CHEMISES PANTALONS

**10<sup>95</sup>**

**12<sup>49</sup>**

50% fortrel, 50% coton, sans repassage.

BLEU BRUN VERT

## SOULIERS DE TRAVAIL

Disponibles avec ou sans bouts de sécurité.

HOMMES et DAMES

**21<sup>95</sup> - 30<sup>95</sup>**



## BOTTINES DE TRAVAIL SECURITE

**19<sup>95</sup> à 46<sup>95</sup>**



C.S.A.

## "CONGRESS"

BOTTINES DE TRAVAIL SANS LACET



ORDINAIRES **20<sup>95</sup>** SECURITE **25<sup>49</sup>**



**16<sup>95</sup>**

## BOTTES TRAVAIL ou SPORT

**18<sup>95</sup>**



## BOTTES DE TRAVAIL SECURITE

**24<sup>95</sup> à 72<sup>95</sup>**



SECURITE **53<sup>50</sup>**

## BOTTINES BEIGES



pour garçons et filles

CUIR SOLIDE VERTABLE POINTURES: 1 à 6 inclus **14<sup>95</sup>**

## BOTTES "SPORT"

20 modèles au choix. Hommes ou femmes.

ACME ou BOULET



**44<sup>95</sup> à 76<sup>95</sup>**

## HABITS IMPERMEABLES INDUSTRIELS OU SPORT



CHAPEAU DE PLUIE **5<sup>95</sup>**



HABITS TOILE CAOUTCHOUEE COULEUR VERT OLIVE. **10<sup>95</sup>**

HABITS EPAISSE TOILE CAOUTCHOUEE GARANTIS IMPERMEABLES. **17<sup>95</sup>**

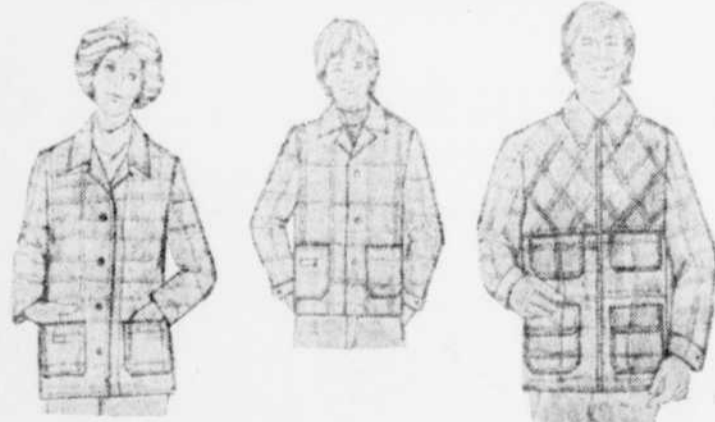
PARKAS IMPERMEABLES, TOILE 7 A 14. OLIVE REVERSIBLE 16 A 20. COULEUR JAUNE, VERT. **8<sup>95</sup> à 9<sup>95</sup>**

HABITS NYLON VERT, IDEAL POUR LA PECHE. **15<sup>95</sup>**

HABITS MILON COULEURS JAUNE, VERT, GARANTIS IMPERMEABLES. **29<sup>95</sup>**

HABITS P.C.V. INDUSTRIELS RESISTANT A L'HUILE, GRAISSE, ACIDE, EAU, TRES DURABLE. NYLON ENDOUIT DE NEOPRENE. **24<sup>50</sup>**

Les chemises "DE LAINE"... quadrillées de couleur... à la Québécoise!



Nouveauté "1977" choix de couleur

Dames 8 à 16 ans

Enfants 4 à 18 ans

Hommes de travail avec boutons

Hommes de sport avec zippers

**14<sup>95</sup>**

**9<sup>95</sup>**

**14<sup>95</sup>**

**20<sup>95</sup>**



Pointures: 5 bébés à 5 garçons

**3<sup>49</sup> - 4<sup>95</sup>**

Choix de couleurs

## TIGE EN CUIR

ORDINAIRE

**22<sup>49</sup>**

SECURITE

**25<sup>49</sup>**



BOTTES DE CAOUTCHOUC POUR HOMMES ORDINAIRES OU DE SECURITE

**5<sup>95</sup> - 11<sup>95</sup>**



## CUISSARDE



**13<sup>95</sup> à 35<sup>00</sup>**

## COUPE-VENT

Choix de: **12<sup>50</sup> à 32<sup>50</sup>**

TISSU COULEUR MODELE



## IMPERMEABLE

PARKA - FONCHO VERT REVERSIBLE JAUNE

ENFANT

**8<sup>95</sup> et 9<sup>95</sup>**

ADULTE

**10<sup>95</sup>**



## BLOUSONS DE CUIR

FABRIQUES DE CUIR VERTABLE. MODELE UNI: HOMME OU FEMME

**99<sup>50</sup>**

CHOIX DE COULEURS



MODELE SPORT ET FLEURDELISE

**125<sup>00</sup>**

# LATULIPPE

637 OUEST, RUE ST-VALLIER, QUEBEC  
Stationnement gratuit

CHARGEX

Master Charge